

Sujets chauds

André Lavoie

Volume 14, Number 3, Fall 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/884ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (print)

1923-3221 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lavoie, A. (1995). Sujets chauds. *Ciné-Bulles*, 14(3), 2-3.

Sujets chauds

par André Lavoie

«Comment pouvez-vous envisager sérieusement l'avenir du cinéma sans considérer comme une priorité la défense et le développement du format court? Quels signaux êtes-vous en train de lancer aux nouvelles générations? Qu'on peut très bien se passer d'elles, que le cinéma n'a pas besoin de leurs idées et de leurs talents, qu'elles n'ont pas droit elles aussi à être stimulées et dynamisées par leurs confrères dans le monde? "Ce désengagement ne constitue en aucun cas un désaveu", affirmez-vous dans votre lettre. Comment doit-on l'interpréter alors? Comme un signe de méconnaissance des enjeux cruciaux de la survie du septième art?»

«Le plus troublant dans cette histoire c'est que, malgré les compressions auxquelles votre organisme se dit soumis, vous avez accepté de financer un nouveau festival de courts métrages à Toronto d'un montant pratiquement équivalent à la somme que nous recevons depuis trois ans. Comble de l'absurde, Téléfilm a accordé cet argent en avertissant les organisateurs de ce festival de ne pas compter sur une autre aide l'année prochaine. Ainsi, vous encouragez un festival pour le laisser mourir par la suite. Quelle logique faut-il y voir?» (Lettre adressée le 21 juillet 1995 à Noël Cormier, directeur des festivals à Téléfilm Canada et envoyée par Bernard Boulad et Paul Tana, respectivement directeur et président du Festival international du court métrage de Montréal)

Certains en ont fait leur empire, d'autres de véritables foyers de résistance contre l'hégémonie américaine et bon nombre d'entre eux, année après année, font des miracles en attirant des milliers de personnes. Il y a 20 ans, tous auraient reconnu Roland Smith ou Bruno Bégin, porte-étendards du cinéma de répertoire, ces G.O. du septième art qui ont cultivé pendant longtemps la ferveur de leur public et fait éclore quelques vocations de réalisateurs, de scénaristes et de critiques. Les années 80, la décennie de la grande débâcle, ont emporté dans leur sillage ces hauts lieux de la cinéphilie et ouvert une brèche aux festivals, permettant aux plus anciens de prendre de l'ampleur et offrant un terrain fertile pour les nouveaux. Les mentors des cinéphiles ont maintenant pour noms Serge Losique, Claude Chamberlan, Jacques Matte, etc.

En plus d'offrir des événements qui prennent parfois des proportions quelque peu démesurées, certains essaient tant bien que mal d'obtenir une visibilité semblable à Cannes ou une programmation comparable à Venise, rien de moins. Dans cette course folle teintée de mégalomanie où les concurrents sont finalement peu nombreux, fourmille un nombre de plus en plus impressionnant de festivals qui ne se prennent pas pour d'autres mais revendiquent farouchement leur espace. À l'image de notre société atomisée et pas si loin de ce que peuvent nous proposer les câblodistributeurs, les festivals, surtout à Montréal, semblent parfois répondre à des clientèles-types et à des profils sociologiques plutôt qu'à cet individu aux contours flous qu'est le cinéophile pur et dur, une race qui semble en voie de disparition. Voilà pourquoi, au cours de l'année, les femmes, les gays, les lesbiennes, les autochtones, les amateurs d'art et de cinéma fantastique ont «leur» événement. La réponse est parfois étonnante et l'enthousiasme ne fléchit pas: il suffit de voir la progression vertigineuse des entrées pour Image et Nation gaie et lesbienne, un festival presque totalement ignoré des subventionneurs et pourtant...

Parmi tout ce foisonnement, entre deux primeurs et de plus en plus d'œuvres réalisées pour la télévision, se cache souvent des perles rares, des films remarquables et des documentaires percutants mais qui n'ont que le défaut de ne pas intéresser nos distributeurs et nos télédiffuseurs. Et même si les salles semblent se multiplier, les écrans disponibles pour autre chose que les gros canons hollywoodiens se font de plus en plus rares. Les festivals sont donc devenus une véritable tente à oxygène où l'uniformisation culturelle n'a pas encore tout rasé. Certes, les chefs-d'œuvre ne s'y bousculent pas toujours, mais la diversité demeure préférable à la disette. Et pourtant, c'est bien ce qui semble nous pendre au bout du nez à brève échéance.

Les festivals répondent au grand vide causé par l'hécatombe des salles de répertoire, et ils demeurent toutefois une solution de rechange coûteuse, monopolisant beaucoup d'énergie et créant des temps forts qui se dissipent rapidement dans le paysage culturel. Le grand public, maintenant habitué à ces événements hautement médiatisés, ne semble plus vouloir se déplacer pour voir *le même film* dans un cadre, disons, moins *glamour*. Les plus cyniques diront même que le cinéma d'auteur, c'est un peu comme le jazz: avant et après le grand happening montréalais du mois de juillet, c'est la discrétion même.... Et bien que bon nombre de films soient souvent noyés dans des programmations gargantuesques, c'est peut-être le prix à payer pour qu'ils viennent jusqu'à nous.

Pour le maintien et le développement des festivals, voilà que Téléfilm Canada n'est plus prêt à en assumer les coûts, ou du moins une bonne partie. Victime des compressions du ministre des Finances Paul Martin — qui, soit dit en passant, ne s'est pas encore attaqué aux scandaleux abris fiscaux des compagnies comme la sienne qui font de lui un millionnaire tout en nous implorant de nous serrer la ceinture — l'organisme fédéral poursuit donc plus avant sa cure minceur et son virage commercial. Les «petits» festivals devront donc, d'ici trois ans, se passer de ses largesses qui n'en a maintenant que pour les «gros» comme Montréal (F.F.M.), Toronto et Vancouver. Tous les autres, du Carrousel de Rimouski au Festival de l'Abitibi en passant par le Nouveau Festival et le Festival du court métrage seront les victimes de cette médecine de cheval. Pendant ce temps, les amis du ministre du Patrimoine, Michel «la gaffe» Dupuy, dont Serge Losique, pourront toujours se réjouir de flirter si près du pouvoir quand ça rapporte autant.

La structure des festivals, leur nombre de plus en plus imposant, cette volonté presque obsessionnelle de faire «international», tout ça a contribué à une escalade de coûts qui rendent bien sûr leur financement problématique. Mais Téléfilm Canada a-t-il le droit de se retirer d'un secteur aussi névralgique que la diffusion? À quoi bon produire des films et graisser la patte des distributeurs si, en bout de ligne, toutes les salles de la rue Sainte-Catherine ne sortent jamais de leur torpeur et carburent au cinéma américain 12 mois par année? Les fonctionnaires peuvent sans doute se plaindre de la prolifération des festivals à Montréal mais les derniers-nés ne s'imposent que par la détermination des organisateurs et grâce à une armée d'employés sous-payés et de bénévoles. En région, la concurrence est nulle mais les festivals représentent souvent la seule occasion pour les populations locales de voir des films de qualité. Il faut avoir assisté à ces événements pour constater qu'ils sont essentiels à la vitalité culturelle et économique des villes qui les organisent.

Que les finances publiques soient mal en point, personne ne le nie. Mais que le résultat de ce marasme ne soit causé que par l'augmentation des dépenses sociales et la non-rentabilité des secteurs «mous», le domaine culturel par exemple, voilà des arguments qu'il faut réfuter avec vigueur. Ce discours est trop souvent galvaudé pour être honnête. Si l'on doit attendre les 300 canaux des satellites américains pour nourrir son imaginaire et étancher sa soif de cinéma, une grande famine culturelle est à prévoir. Et les fonctionnaires de Téléfilm Canada devront en porter l'odieux.

C'est la faute aux distributeurs...

Pendant que les directeurs de festivals essaient de se partager des ressources financières de plus en plus rachitiques, la critique québécoise, sans trop le crier sur tous les toits, s'est timidement engagée dans un processus de réflexion. Il a tout de même fallu les déclarations malencontreuses de Christian Larouche de C/FP Distribution et celles d'Yves Dion de Malofilm Distribution lors de l'émission radiophonique *C'est la faute aux médias*, diffusée l'hiver dernier sur le réseau AM de Radio-Canada, pour que les esprits s'enflamment. Avec une naïveté presque touchante, ces deux distributeurs ont avoué établir des listes noires où figurent les méchants critiques qui ne pensent pas comme eux: les empêcheurs de tourner en rond et les éteignoirs de box-office, ils les ont à l'œil. Pas d'invitations aux visionnements de presse, pas de matériel photographique, pas de *scoops*, rien. Un coup de règle avec ça?

Ce qu'ils disaient ouvertement — et auraient bien aimé n'avoir jamais déclaré tellement la réaction fut vive — c'est que, selon eux, la critique n'est pas là pour donner l'heure juste et éclairer le jugement du public. La critique ne devrait être que le porte-voix de l'industrie et participer activement à ce que Jacques Godbout appelle «le murmure marchand». Exit l'esprit critique, vivement la *plogue* sous toutes ses formes. Le bon peuple n'a nul besoin de réfléchir, dites-lui seulement ce qu'il doit voir, de préférences nos films qui nous coûtent si cher à lancer...

Tous ceux qui ont à cœur ce métier et l'intérêt primordial du public se doivent de dénoncer vigoureusement toutes tentatives d'intimidation qui empêcheraient les critiques de bien faire leur travail. Là comme ailleurs, la liberté d'expression n'est pas négociable.

Voilà pour les beaux principes, qui se cognent souvent le nez sur le mur de la triste réalité. Et celle-ci ne se laisse pas appréhender facilement. Car s'il faut exiger des distributeurs un sincère mea-culpa et la fin de telles pratiques, la critique ne doit pas se draper dans l'innocence et la vertu. Certains seront pigistes jusqu'à leur mort, tandis que d'autres se feront sûrement embaumer avec leur convention collective; certains trouvent des «auteurs» cachés derrière chaque nouveau film américain et d'autres ne jurent que par Godard et Ruiz. La profession n'est donc pas homogène et ne défend pas unilatéralement la même conception du cinéma. Le statut professionnel précaire de nombreux critiques, la capacité de résistance et l'intégrité de chacun devant les pressions de l'industrie, la petitesse du «milieu» où le copinage est parfois tentant pour se faciliter la vie et diminuer la liste de ses ennemis, autant de dangers et de pentes parfois glissantes pour les critiques, qu'ils soient sur la ligne de front ou quelque peu en retrait.

Est-ce que le public sait exactement quel est le rôle véritable de la critique? Devant la prolifération des chroniqueurs «branchés», pas étonnant que plusieurs s'y perdent. Après l'indignation d'usage devant des pratiques douteuses et pour le moins tordues de la part des distributeurs, il serait peut-être temps que la critique québécoise fasse sa propre autocritique, retrouve un semblant de solidarité alors qu'elle cultive surtout l'esprit de chapelle et prenne la place qui lui revient de droit dans le paysage cinématographique. Ainsi, les critiques ne seront peut-être plus assimilés aux marchands d'illusions, et encore moins à de simples marchands! ■

«Robert Lamarche: Vous avez une black list, chez C/FP?»

«Christian Larouche: Ben, écoutez, il y a des black lists partout, je pense; il y a une black list qui peut exister, qui existe. En ce moment, je peux vous dire que, sur ma black list, il n'y a personne.»

«Robert Lamarche: Donc, il y a un vide de ce côté-là...»

«Christian Larouche: Présentement, il y a eu un vide, mais je peux vous dire que depuis deux-trois ans — peut-être même les cinq dernières années —, il y en a eu quelques-uns qui ont été sur une black list.»

«Robert Lamarche: Qu'est-ce qui arrive quand ils sont sur la black list, Monsieur Larouche? Qu'est-ce qui se passe?»

«Christian Larouche: Ben, écoutez, nous on leur dit, à ce moment-là, qu'on ne les invite pas à nos visionnements de presse! Je n'ai aucun problème; vous irez comme tout le monde, comme Monsieur Tout-le-monde, vous paierez vos huit dollars et vous irez le voir en salle quand le film est sorti.»

«Robert Lamarche: Donc, vous leur mettez un peu des bâtons dans les roues, ils ne peuvent plus faire leur travail de critique... aussi facilement que les autres collègues, par exemple.»

«Christian Larouche: Exactement.»
(Propos tirés de l'émission C'est la faute aux médias diffusée sur le réseau AM de Radio-Canada le 12 février 1995 et retranscrit par Marco de Blois de l'Association québécoise des critiques de cinéma.)